

Voilà donc quelques raisons qui inspirent à d'innombrables Québécois de sérieux doutes sur l'opportunité de dire oui à la Souveraineté-Association. Et ce ne sont pas les seules. Je m'en voudrais de passer sous silence celle qui m'impressionne personnellement davantage que toutes les autres, à savoir le danger de rompre la cohésion canadienne face à l'attraction de la puissance américaine. Un Québec politiquement isolé, même s'il restait intégré à l'espace économique du Canada, aurait-il quelque chance de résister à l'assimilation éventuelle par les États-Unis? Je crois pour ma part, et je ne suis pas le seul, que la sécession du Québec provoquerait un morcellement du Canada, non pas en deux mais en trois ou quatre morceaux dont chacun, à plus ou moins brève échéance, se retrouverait au sein de l'union américaine. Ce n'est certes pas ce qui peut arriver de pire à un peuple. Mais dans cette aventure, notre communauté francophone perdrait toute chance, à mon avis, non seulement de s'épanouir mais même de survivre culturellement.

Mais revenons au référendum. Il est déjà acquis, parce qu'ils ne se gênent pas de l'avouer, que beaucoup de fédéralistes, opposés à toute sécession totale ou partielle, diront quand-même oui, le 29 mai, quand ils visiteront l'isoloir. Comment interpréter ce paradoxe? Un éminent politicologue québécois vient de s'en expliquer publiquement. Il ne croit pas au projet sécessionniste. Il rejette la Souveraineté-Association. Mais il veut un fédéralisme renouvelé selon une autre formule. Il craindrait, en votant non, de consacrer le statu quo. Il votera donc oui, mais pour donner aux autorités fédérales et aux provinces anglophones un choc susceptible d'amorcer des négociations sérieuses, en vue d'un rajeunissement radical des institutions canadiennes. Il ne sera pas le seul. Je connais des militants ouvriers, anciens compagnons de travail du temps où j'étais moi-même permanent syndical, qui voteront oui, même s'ils tiennent au Canada. "C'est simple m'a dit l'un d'eux. Maintenant qu'on a fait le chantage suprême, on va pas se dégonfler. Autrement, on perdrait toute force de négociation. Mais tu vas voir. Ça va finir par s'arranger". J'ajoute que ce travailleur a voté pour M. Trudeau aux récentes élections fédérales, avec 68.3 pour cent des Québécois qui ont voté ce jour-là. Son attitude, ni d'ailleurs celle du politicologue dont j'ai parlé, n'obéit sans doute pas à la plus stricte logique cartésienne. Elle m'inspire, à moi, mille réserves. Mais elle constitue un fait dont il faudra tenir compte.

La victoire des oui, si elle se produisait, ne serait certes pas dénudée de toute signification. Elle en aurait même plusieurs, comme on peut déjà le constater. Et si les non devaient l'emporter, cela constituerait un refus de la Souveraineté-Association mais certes pas un endossement du statu quo.

Sans doute l'un ou l'autre verdict, en dépit de son ambiguïté, s'incrina-t-il dans une dynamique ou bien sécessionniste, ou bien fédéraliste. Mais ni l'un ni l'autre ne sera déterminant.

La vie politique canadienne ne risque donc pas, c'est le moins qu'on puisse prédire, de retomber dans le demi-sommeil dont les femmes et les hommes de ma génération se plaignaient avec amertume, naguère, quand nous avions vingt ans.